14 septembre 2014

Halim Faïdi. Concepteur du Mama et du MAE

Alger, mode d'emploi

Halim Faïdi est au moins connu pour deux choses. Deux bâtiments emblématiques qui portent sa griffe : le Musée d'art moderne et contemporain d'Alger (MaMa), anciennement Galeries algériennes, et le nouveau siège du ministère des Affaires étrangères, perché sur le plateau des Annassers, projet qui lui a valu le Prix national d'architecture et d'urbanisme et le Prix du président de la République (2012).

Natif d'Alger l'année du coup d'Etat de Boumediène (1965), le sémillant architecte, enfant d'El Biar, est intarissable quand il s'agit de raconter sa ville. Dans la ruche de «Studio A» où il nous reçoit, ses collègues planchent sur leur ouvrage du moment avec dévotion. Ayant manifestement plus d'une corde à son arc, l'écriture n'est pas en reste dans son répertoire. La preuve : ce magnifique ouvrage qu'il vient de sortir chez Barzakh et Le Bec en l'air intitulé Alger sous le ciel.

Le livre est agrémenté de splendides photos aériennes signées… non, pas Yann Arthus-Bertrand mais Kays Djilali, avec des textes de Nina Bouraoui et Malek Alloula. Halim Faïdi, qui est à l'origine du projet, a signé une belle préface où il revient sur l'histoire de ces photographies prises d'un hélico en 2006, en pleine visite de Chavez à Alger.

Halim choisit trois photos panoramiques parmi les 70 clichés qui ornent son opus pour disséquer la transformation d'Alger. La première représente une vue chaotique de La Casbah. «Ça, c'est mon passé. C'est ce qu'a terminé de faire Mme Khalida Toumi, et que d'autres ont commencé avant, on ne va pas tout lui mettre sur le dos», glisse malicieusement notre hôte. Sur la seconde, on reconnaît aisément l'Aéro-Habitat, le Telemly, le Sacré-Cœur, Mohammed V : «ça c'est notre présent. C'est le lieu où nous vivons, qui nous ressemble, où nous nous sentons bien, aujourd'hui encore, malgré tout.» Sur la troisième s'étale une rangée de cités AADL. «Ça c'est mon futur. Bab Ezzouar. Aucune possibilité d'identification, personnelle, culturelle, civilisationnelle. Où habites-tu ? Au n°1343 de la cité des 4625 logements. Peux-tu reconnaître ton appartement? Non !» mitraille-t-il.

Alger, making-of

Halim Faïdi voit, comme de juste, dans ces trois images, un condensé de l'évolution d'Alger. «Voilà mon avenir, voilà mon passé, et voilà mon présent qui est en train de tomber. Et de ce présent, on n'a pas réussi à bâtir un avenir à partir du passé. La véritable rupture, elle est là», résume-t-il. D'après lui, «Alger est en train de très mal se régénérer».

En dressant le «making-of» d'Alger, il relève que le rôle de l'administration coloniale consistait essentiellement à «qualifier et valoriser une logique parcellaire et y appliquer des chartes». «Ensuite, on incitait des promoteurs immobiliers à investir dans des immeubles de rapport : Sardes, Maltais,

Alsaciens, Catalans… » Et d'affirmer : «Jamais les Français n'ont édifié une autre ville comme celle-là, ils ne savaient pas construire sur des reliefs aussi violents, ni sur l'eau.» Ils ont dû étudier La Casbah, son «tissu organique» et sa structure en «grappes», précise l'architecte. «Ils ont utilisé la même technique générale.

Le génie militaire préparait les infrastructures avant de laisser au privé le soin de bâtir selon des règles fixes.» Halim Faïdi estime que l'harmonie d'ensemble qui se dégage en considérant les «immeubles de rapport» qui forment l'essentiel du vieil Alger repose sur le strict respect de cette charte : «Les façades devaient être de couleur blanche, les volets de couleur verte, car ils étaient verts à l'époque, des persiennes s'il vous plaît ! On cantonnait les promoteurs dans un code pour créer un cousinage entre les immeubles.» «On disait au promoteur : le terrain est au franc symbolique, en échange, tu me finances ça ou ça. De cette manière, on a bâti l'Opéra d'Alger par exemple. On avançait par palier. C'est le code, la charte, qui doivent rester les guides. Le code crée le cousinage et n'aime pas la répétition. Il garantit l'ordre. Peu importe l'administrateur si le code est bon. Tu peux traverser Alger du Bardo à Bab Azzoune, sans remarquer les ruptures stylistiques, alors qu'un siècle entier sépare parfois les différents immeubles, tous construits par autant d'opérateurs différents.»

«Il y a une crise du logement…gratuit»

Selon Faïdi, le problème aujourd'hui réside dans l'obsession de l'Etat à tout vouloir régenter. «L'Etat est devenu initiateur, financier, gestionnaire, promoteur, concepteur, constructeur, acquéreur… pour tenter de maîtriser une situation qui lui échappe à mesure qu'il tente de la contrôler. Or, l'Etat est tellement meilleur dans son rôle de régulateur, en laissant cet investissement aux banques et aux institutions privées. L'Etat pourrait gagner de l'argent au lieu d'en dépenser», martèle le concepteur du MaMa. Dans la foulée, il déplore «l'absence de commande d'architecture». «Nous sommes devant des commandes de construction et plus personne ne fait la différence», fait-il remarquer. L'architecte regrette que l'effort de l'Etat soit absorbé par le règlement de la sempiternelle crise du logement. «En Algérie, Il n'y a qu'une crise du logement gratuit», assène-t-il. «Un appartement, ça s'acquiert, ça ne se donne pas. Je reconnais le droit au logement mais pas à la propriété.»

On répète à l'envi que nos décideurs n'ont pas de vision pour les questions stratégiques. Halim Faïdi n'est pas tout à fait d'accord. «A l'échelle macro, je pense que le président de la République, vu la conjoncture géostratégique internationale actuelle, a sauvé l'Algérie d'un chaos certain duquel on ne serait probablement jamais sortis. Il faut lui rendre cet hommage. L'Algérie aurait pu être disloquée, au moment où nous sommes en train de parler. C'est sérieux !» concède-t-il. Et de poursuivre : «Je crains que ce ne soit de l'intérieur que la situation est la plus fragile.»

Faïdi recommande d'opérer en urgence trois changements au niveau «macro» : «Rendre l'architecture au secteur de la culture comme dans un pays développé, dégrader le ministère de l'Habitat en secrétariat d'Etat et l'encapsuler dans un grand ministère de la Ville, et retirer définitivement l'Etat de la prescription technique.» «Le rôle de l'Etat n'est pas de construire mais de mettre en place les instruments, et de contrôler le cadre dans lequel les hommes vont construire», insiste-t-il. L'argent ainsi économisé doit servir à «former des métiers : ébénistes, maîtres-maçons, ferrailleurs, forgerons, plaquistes, étancheurs... C'est de là que nous allons relancer une économie et une société solides, en ayant foi dans les hommes plutôt que dans la pierre».

«Combattre les logiques mercantiles»

Pour lui, «l'Algérien d'aujourd'hui est devenu fainéant. Il n'aime pas la complexité. Il n'aime pas passer le même temps à étudier qu'à construire». Et de lancer avec conviction : «Nous ne sommes pas un pays sous-développé, nous sommes un pays sous-étudié.»
En regardant dans le rétroviseur, Halim Faïdi n'est pas peu fier de ce qu'il a accompli. «Le siège du MAE est probablement le sujet le plus important dans mon œuvre», dit-il. «Je le dis avec modestie : aujourd'hui, il y a une architecture officielle sans pastiche imprimée dans le MAE. Puisse-t-il donner confiance à d'autres et servir à un mimétisme essentiel.»

Paradoxalement, si le projet lui vaut les plus hautes distinctions, «depuis, je n'ai plus eu un mètre carré de commande publique. Paradoxe, autisme, problème de logiciel ? Je ne sais pas. L'important c'est l'œuvre qui se poursuit. J'ai la chance de développer de très belles choses avec une clientèle privée de premier plan», confie l'architecte, avant de conclure : «La commande publique s'est enfermée dans un système bureaucratique obsolète qui empêche toute possibilité d'ordre urbain, celui-là même qu'elle n'arrive plus à produire au sein de ses structures internes. Et si l'intention du gouvernement de combattre les logiques mercantiles et affairistes qui semblent dominer les secteurs du développement est réelle, ce que j'ai la faiblesse de croire, le temps est peut être venu de faire le choix plus solide de s'appuyer en direct et sans complexe sur les talents nationaux, nombreux, volontaires et disponibles en tous domaines. Les lois en vigueur sont largement suffisantes pour leur accorder considération et reconnaissance. Si quelqu'un disait aujourd'hui que le tout-public a atteint son niveau d'incompétence, il serait taxé d'empêcheur de tourner en rond, de philosophe, ou, pire, serait pris pour un ‘‘artiste’’. Moi, je dis que l'Algérie a besoin de tous ses enfants, à fortiori des meilleurs. Que Dieu nous préserve de l'orgueil et de la bêtise. Vive les artistes et vive l'Algérie !»

Mustapha Benfodil